



## Le Conseil européen doit répondre à l'urgence sociale

Gepubliceerd op donderdag 14 maart 2013 |

SHARE

**14 mars 2013 - Les conséquences économiques et sociales de la crise (explosion du chômage, précarisation galopante, inégalités croissantes ...) ont atteint les limites du socialement acceptable dans une série de pays de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle, la Confédération européenne des syndicats (CES) organise un rassemblement européen, en marge du Conseil européen des 14 et 15 mars, pour demander la fin de l'austérité et des mesures pour l'emploi, en particulier l'emploi des jeunes. Il faut un changement de cap. La confiance des marchés ne dépend pas de l'austérité mais de la confiance des citoyens et du soutien de la Banque centrale européenne. Pour redonner confiance en l'Union européenne, il faut rétablir la croissance et l'emploi.**

Les conséquences économiques et sociales de la crise (explosion du chômage, précarisation galopante, inégalités croissantes ...) ont atteint les limites du socialement acceptable dans une série de pays de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle, la Confédération européenne des syndicats (CES) organise un rassemblement européen, en marge du Conseil européen des 14 et 15 mars, pour demander la fin de l'austérité et des mesures pour l'emploi, en particulier l'emploi des jeunes. Il faut un changement de cap. La confiance des marchés ne dépend pas de l'austérité mais de la confiance des citoyens et du soutien de la Banque centrale européenne. Pour redonner confiance en l'Union européenne, il faut rétablir la croissance et l'emploi.

L'annonce faite par le Conseil de décembre 2012 que les instances européennes veilleraient à renforcer la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM), y compris le dialogue social, pour le Conseil de juin prochain a fait naître des attentes légitimes auprès des travailleur(e)s qui sont de plus en plus nombreux à penser que l'Europe fait partie du problème et non de la solution.

Les mesures d'austérité plongent certains pays dans la récession. Bernadette Ségol, secrétaire générale de la CES a déclaré : « L'austérité est un échec. Elle n'a pas réussi à réduire les déficits, elle a un effet social et économique dévastateur. L'austérité, dans un contexte économique dégradé n'a fait qu'empirer la situation. À davantage creuser les inégalités, à accroître la précarité. Avec la crise, les modèles sociaux sont attaqués. Partout en Europe, le travail se précarise, les licenciements sont facilités, les salaires sont revus à la baisse. Le rassemblement syndical européen que nous organisons aujourd'hui se concentre sur deux priorités : la fin de l'austérité et la lutte contre le chômage des jeunes ».

Le Conseil des 14 et 15 mars doit donc répondre à l'urgence sociale. La CES a formulé des propositions précises dans un Contrat social. Le syndicat européen demande un changement de cap en mettant l'accent sur une relance, soutenable et riche en emplois, basée sur un plan d'investissement équivalent à, annuellement, au moins 1% du PNB européen. L'Europe doit sortir de la crise par le haut.

Le modèle social européen, fait de relations industrielles et de dialogue social, de protection sociale et de services publics, est un soutien et non un obstacle à la compétitivité et à la croissance.

- ▶ Lien vers la page web consacrée à l'action syndicale européenne : <http://www.etuc.org/a/10846>